



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **COPIE**

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Le 5 juillet 2023

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2023-0054 du 5 juillet 2023

Portant mise en demeure de la société ROUDIL qui exploite une carrière alluvionnaire hors d'eau sur les communes de Desingy et de Frangy

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique n°1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;



VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques n° 1.1.2.0, n°1.2.1.0, n°1.2.2.0 ou n°1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'Arrêté-cadre « Sécheresse » n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC-2019-0056 du 14 mai 2019 autorisant la société Roudil à exploiter une carrière alluvionnaire hors d'eau sur les communes de Desingy et de Frangy ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 26 juillet 2022 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection en date du 12 août 2022 ;

VU la transmission par courrier dudit rapport à la société Roudil conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement

VU les éléments transmis par l'exploitant par courrier en date du 11 avril 2023 ;

VU le rapport de l'inspection en date du 12 juin 2023 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 12 juin 2023 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est autorisé par arrêté préfectoral n° PAIC-2019-0056 du 14 mai 2019 à prélever de l'eau dans le puits, implanté à l'extérieur du site et situé au niveau du Pont sur les Usses ;

CONSIDÉRANT que ce pompage se limite à 12 m³/jour avec un débit instantané de 1.4 l/s (1.4 10⁻³ m³/s) ;

CONSIDÉRANT que l'inspection, au vu des constats effectués lors de l'inspection du 26 juillet 2022 et des déclarations de l'exploitant, a constaté que :

- l'exploitant ne prélevait pas d'eau dans le puits au niveau du Pont des Usses ;
- l'eau était prélevée directement dans des dépressions sur le site ;
- les forages d'une profondeur de plus de 2 mètres étaient réalisés par l'exploitant pour prélever cette eau ;
- aucune formalisation sur le nombre de forage, leur position, la quantité réelle d'eau prélevée n'a été mise en place par l'exploitant ;
- une fois qu'une dépression s'asséchait, une autre dépression était utilisée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations une étude hydrogéologique justifiant que :

- l'eau prélevée ne provenait pas d'une nappe au droit du site ;
- l'exploitant a justifié des conditions de réalisation des forages et de leurs abandons sur le site ;
- le prélèvement d'eau dans ces dépressions nécessite une déclaration au titre Loi sur l'eau ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déclaré qu'il ne prélevait plus d'eau dans le puits mais sur les dépressions situées sur son site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'est pas autorisé à prélever de l'eau dans des dépressions situées sur son site ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des prescriptions des articles 8.2.2, 8.3.1 et 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2019-0056 du 14 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a donc modifié les conditions d'exploitation sans en porter connaissance préalablement à Monsieur le préfet de la Haute-Savoie ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'évaluer les éventuels impacts et/ou nuisances générés par ces prélèvements ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'encadrer et de formaliser ces prélèvements effectués sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1er : La société ROUDIL, dont le siège social est situé SAS ROUDIL Chez CECCON FRERES – 71 Avenue des îles – CS 30012 Cran Gevrier – 74 961 ANNECY cedex,

est mise en demeure, sous 3 mois, de régulariser la situation administrative de la carrière alluvionnaire hors d'eau qu'elle exploite sur les communes de Desingy et de Frangy en portant à la connaissance de Monsieur le préfet de la Haute Savoie les modifications des conditions d'exploitation de son site.

L'ensemble des éléments permettant à l'inspection de se prononcer devra être joint à cette demande, et a minima :

- la justification des éventuels impacts et/ou nuisances liés à la modification des conditions d'exploitation ;
- la formalisation des conditions de forage et d'abandon des puits et l'analyse des impacts ou nuisances éventuellement induits ;
- la localisation des forages sur un plan et le volume total prélevé sur chaque forage ;
- le volume journalier d'eau prélevée ;
- recensement des postes consommant de l'eau : aspersion (stocks + pistes), nettoyage des routes, etc. ;
- consommation de ces postes ;
- mise en place d'un contrôle et maintenance des compteurs ;
- les actions mises en places en période de sécheresse en fonction des seuils d'alerte ;
- la justification du respect des prescriptions générales des rubriques applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

Article 2 : Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;

(...)

2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

(...)

3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux maires des communes de Desingy et de Frangy.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT